

« Assises des études chinoises. La sinologie introuvable ? »

Colloque organisé par l'AFEC les 13 et 14 novembre 2009

ARGUMENT

Un espace ouvert de débats

Un double constat s'impose aujourd'hui : la Chine, convertie à la logique économique et accessible à tous, s'est en apparence occidentalisée ; elle a cessé d'être un autre monde. Ce fait concerne au premier chef tous ceux qui font profession de produire des connaissances scientifiques sur ce pays. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'ouverture et le rattrapage économiques ont transformé la position des sinologues qui ont perdu le monopole de la fréquentation de la Chine. De fait, de nombreux voyageurs non-sinologues, souvent non sinophones, rapportent de leurs visites des ouvrages à succès. La presse, de son côté, fournit désormais un flux quotidien d'informations. Les publications innombrables viennent donc satisfaire une demande croissante. Paradoxalement, les sinologues ont souvent l'impression que la Chine n'est pas mieux comprise. Les images d'Épinal et les idées convenues ou fausses abondent comme si les travaux académiques étaient inaccessibles. Somme toute, le public continue à disposer de peu de connaissances justes sur la Chine.

Dans ce contexte, l'AFEC, association rassemblant les professionnels des études chinoises fondée en 1980, propose de réunir scientifiques et professionnels pour dresser un bilan des études chinoises en France, débattre de la situation et dégager des perspectives pour l'avenir.

Certes, l'association a déjà organisé une manifestation de ce type, une journée d'études tenue à Saint Germain en Laye dont furent publiés les actes (*Bref état de la sinologie*) ; mais c'était en 1991, il y a plus de quinze ans, et les perspectives étaient, de tous côtés, passablement différentes. La journée visait à dresser un panorama des études chinoises dans leurs différentes dimensions, chaque intervenant portant un diagnostic sur l'état de son champ de spécialité.

Aujourd'hui, l'objectif est différent. Même si ces assises doivent être l'occasion d'un diagnostic que l'on voudrait comparatif sur l'état des recherches dans chaque champ de spécialité grâce à un exposé liminaire panoramique, il s'agit d'abord d'ouvrir un espace de dialogue sur des sujets qui intéressent de manière transversale l'ensemble des professionnels. L'ambition est de s'interroger sur nos pratiques de recherche, d'enseignement, mais aussi sur la diffusion de nos travaux. Cette manifestation voudrait être par ailleurs un lieu d'échanges entre spécialistes de domaines dont la coupure intellectuelle et institutionnelle est parfois jugée regrettable et réductrice. Nous ne voulons pas simplement dresser un constat, mais également trouver les moyens de surmonter nos difficultés et identifier nos forces.

Plusieurs hypothèses fondent les questions que nous entendons soulever :

1) En premier lieu, les spécialistes des différentes domaines des études chinoises, par-delà la variété des disciplines qu'ils pratiquent et des professions qu'ils exercent, se posent des questions communes ayant trait aux caractéristiques de leur objet et à un même environnement scientifique et social.

2) De plus, les études chinoises ont connu, au cours des vingt-cinq dernières années, de profonds changements sur lesquels il est aujourd'hui aussi indispensable qu'intéressant de s'interroger collectivement : transformation de l'objet, des conditions de son accès, apparition de nouveaux outils, émergence de nouveaux terrains, spécialisation croissante, déplacement des questionnements.

3) Enfin, ces évolutions tiennent aussi à la position et aux fonctions sociales occupées par les spécialistes de la Chine. La demande de connaissances va croissante et l'enseignement de la langue chinoise se diffuse rapidement dans de nombreuses institutions, hors des départements d'études chinoises des universités. Les transformations ont également trait aux institutions de recherche et d'enseignement qui abritent les études chinoises, à la place qu'y occupent les sinologues et aux relations que les études chinoises entretiennent avec les différentes disciplines des sciences humaines et sociales. En Chine même, les sinologues ne sont plus les interlocuteurs privilégiés des scientifiques chinois qui cherchent avant tout à tisser des liens avec les meilleurs de leurs collègues dans chacune de leur discipline¹.

Des glissements de terrain épistémologiques s'opèrent, des recompositions de paysage sont à l'œuvre. C'est donc à des réflexions transversales sur les conditions d'exercice de nos métiers que cette manifestation voudrait contribuer. Ce colloque pourrait être un jalon important dans le débat qui n'a jamais vraiment cessé sur les conditions d'intelligence de la Chine, un débat que les transformations du contexte scientifique, technologique et social ont singulièrement renouvelé ces dernières années. Comment et à quelles conditions les études chinoises, qu'on a souvent accusées de produire un savoir érudit, monographique, voire à l'écart du mouvement des idées, peuvent-elles aujourd'hui mieux comprendre et faire comprendre la Chine ?

Axes de réflexion et de discussion

Les débats s'ouvriront par un état des lieux des études chinoises en France (recherche et enseignement). Ils se poursuivront autour de quatre grandes questions : la transformation des objets sur lesquels nous travaillons, le renouvellement de nos méthodes et de nos outils, une réflexion sur les institutions des études chinoises et la mesure de notre place dans l'espace social.

(1) Des objets transformés

Travailler sur la Chine ancienne, moderne et contemporaine, est devenu notoirement plus facile ; le temps du « voyage dans un bocal » que ridiculisait Lucien Bianco en 1975 est passé ; celui de « l'archéologie en chambre » aussi. Les restrictions de circulation liées à la nature du système politique ont été en partie levées. Sur le terrain, il est plus facile qu'autrefois de conduire des enquêtes ; des archives se sont ouvertes et des compilations de matériaux ont été publiées. Des informations statistiques, même imparfaites, sont disponibles sur à peu près tous les sujets. L'étude de la Chine s'en trouve donc transformée.

Dispose-t-on pour autant de données équivalentes à celles qui existent sur d'autres aires culturelles et qui nous permettraient de pratiquer l'histoire, la sociologie, l'anthropologie

¹ On cite pour exemple le colloque intitulé « la Chine et l'internationalisation de la sociologie » organisé en juillet 2008 à Lyon et Paris, qui a réuni d'éminents sociologues chinois et français, mais pas un seul spécialiste français de la Chine.

ou l'économie de la même manière ? Pour ce qui est de la sphère politique, encore largement opaque, l'ère du *China watching* ne semble pas être complètement révolue.

La multiplication et de la diversification des contacts rend caduque l'opposition Chine/Occident sous le prétexte de l'originalité de l'héritage chinois. « La Chine » comme généralité correspond tout autant à des effets de miroir — la Chine comme idéal ou au contraire comme repoussoir — qu'à un parti pris culturaliste. Ce discours correspond à un imaginaire qui résiste de moins en moins à ce que nous apportent faits, documents, découvertes archéologiques et diversification des outils conceptuels. En outre, l'appropriation toujours plus affirmée du débat sinologique par les chercheurs chinois eux-mêmes, qu'ils soient en Chine ou dans les universités occidentales, ouvre davantage le champ de réflexion sur la Chine ancienne et classique.

La transformation des questionnements posés à l'objet chinois devrait nous inviter à réfléchir au contenu des enseignements. La question de la transmission est, en effet, immédiatement en prise avec celle de la constitution des savoirs. Ceci concerne tous les cycles, de la licence (quel discours sur la Chine tenir à nos étudiants qui débutent ?) au doctorat (quelles équipes, quels axes de recherche, quels partis pris, mais aussi quelles libertés intellectuelles à défendre ?). Le renouvellement des générations d'enseignants et de chercheurs dans nos institutions devrait être l'occasion d'une réflexion sur les objectifs pédagogiques et scientifiques que nous nous assignons.

(2) Des méthodes renouvelées

Dans les études chinoises, comme dans la recherche scientifique en général, on n'assiste pas simplement à une croissance quantitative de la production, mais à une spécialisation de plus en plus poussée. Le savoir semble de plus en plus compartimentalisé : par période (Antiquité, période classique, moderne ou contemporaine...) par discipline (histoire, géographie, archéologie...), mais aussi par région dans le cadre d'une approche décentralisée de la Chine. On ne peut que regretter un dialogue insuffisant entre ces différents spécialistes.

En matière de spécialisation de la connaissance, on pourrait s'interroger sur plusieurs développements récents. Quel sens donner, par exemple, à l'émergence des études taïwanaises (ou taiwanologie) ? Quelles sont les conditions d'un dialogue fécond entre les études chinoises « continentales » et les études taïwanaises ? Dans les études littéraires, une distinction est faite entre les deux, notamment du fait de l'influence de la langue et des lettres japonaises durant la colonisation. Dans ce cas, ne devrait-on pas aussi traiter séparément la littérature de Hong Kong ? Dans le même ordre d'idée, on peut s'interroger sur la formation de nouvelles disciplines comme la traductologie et les études transculturelles. Celles-ci ont-elles vocation à remplacer les cours de traduction dans les cursus universitaires et la littérature comparée. L'essor de l'enseignement du chinois s'accompagne de l'émergence d'une nouvelle discipline scientifique, la didactique de la langue chinoise ; quelle place celle-ci va-t-elle prendre dans le paysage des études chinoises ?

Reste enfin la question la question des outils. Comment le développement rapide des ressources électroniques modifie-t-il ou non nos façons de travailler ? de conduire des recherches comme d'enseigner ? Quels types de bibliothèques faut-il envisager pour le futur (nous pensons à la BULAC) ? Comment l'accès en ligne à des ressources toujours plus importantes et autrefois dispersées modifie-t-il notre façon de travailler ? Auparavant nous étions confrontés à un problème de rareté de la ressources, aujourd'hui, c'est l'abondance qui

pose problème. Face au coût croissant de l'accès à ces ressources, peut-on envisager une politique nationale ?

(3) Les institutions et leur internationalisation

Deux institutions phares du champ ont célébré au cours de ces dernières années leurs anniversaires : bicentenaire de l'Inalco en 1995, centenaire de l'Efeo en 1998. Ils ont rappelé que la France a été le premier pays en Europe où les études chinoises se sont constituées en science. Ce colloque sera l'occasion d'une réflexion sur le dispositif institutionnel en place, dans un contexte marqué par la multiplication de l'offre d'enseignements de langue chinoise d'une part, et l'internationalisation de l'activité scientifique d'autre part.

Il s'agira de revenir sur le développement des études chinoises (et/ou de chinois) au cours des années récentes. Plusieurs départements d'études chinoises ont en effet vu le jour dans des universités, ce dont il faut se féliciter. Plus généralement, l'enseignement de la langue chinoise se généralise aussi bien dans l'enseignement supérieur (à l'extérieur des départements de chinois, dans des cursus de droit, d'économie, des formations d'ingénieurs ou aux affaires) comme dans l'enseignement secondaire. Comment interpréter cette évolution ? Incontestablement, elle est liée à l'appréciation de la valeur d'usage du chinois : l'enseignement du chinois n'aurait-il qu'une orientation essentiellement pratique ? Quelle place alors pour l'enseignement de la langue classique, des lettres ou de l'histoire ? Et, dans ce cas, quelles évolutions curriculaires en découlent ?

Par ailleurs, la diffusion de l'enseignement du chinois dans l'enseignement secondaire, comme l'offre croissante de cours de langue chinoise dans des formations disciplinaires transforment-elles le rôle des premiers cycles universitaires en études chinoises ? Dans ce contexte, quelle doit être la vocation des départements de chinois des facultés de lettres des universités ? Quels types de spécialistes de la Chine, ces départements ont-ils vocation à former ? Enfin, le gouvernement chinois ouvre dans le monde entier des cycles d'apprentissage de la langue, les instituts Confucius², qui connaissent un indéniable succès. Comment apprécier le rôle de ces institutions officielles ?

Notre espace professionnel a cessé d'être national pour devenir européen, voire mondial. La diversité des institutions françaises, liée à l'histoire (le Collège de France, l'Inalco, l'Efeo, l'EPHE, l'EHESS, le CNRS et l'Université), présente à la fois un avantage, et peut-être aussi un handicap. Ne faut-il pas envisager des formes de concentration des ressources ?

Enfin, l'ouverture des institutions universitaires chinoises à de multiples coopérations scientifiques avec des partenaires qui sont archéologues, sociologues, économistes (mais pas nécessairement versés dans les études chinoises) pose la question du rôle de médiation que les sinologues peuvent avoir à jouer.

(4) Les études chinoises dans la société

À l'échelle nationale, les études chinoises sont-elles mieux représentées aujourd'hui au sein des institutions de recherche et d'enseignement, dans les départements d'histoire ou de

² À ce jour en France il existe cinq centres hébergés à l'université de Poitiers, à l'université Paris Diderot, au centre culturel de la Chine à Paris, à l'université de La Rochelle et à Rennes. Deux nouveaux centres doivent ouvrir prochainement l'un à Clermont-Ferrand et l'autre à Strasbourg. L'ouverture d'un huitième centre est à l'étude à l'université d'Aix-Marseille.

sociologie pour ne prendre que deux exemples ? Le cantonnement des études chinoises hors de l'étude de la langue dans les départements de chinois est-il un problème, même si la situation varie d'une discipline à l'autre ?

Apprécier l'influence des études chinoises au-delà des cercles scientifiques est un exercice difficile. On peut juger qu'elle est faible, notamment auprès des milieux d'affaires qui se rendent en Chine sans s'intéresser au savoir savant. Peut-on le leur reprocher ? Pourtant, d'autres éléments invitent à une conclusion opposée. L'importance de l'offre de littérature traduite (Picquier, Bleu de Chine, Gallimard, etc.) n'est-elle pas la preuve de la vitalité des études littéraires ? De même, l'activité savante des historiens de l'art n'a-t-elle pas un impact sur celle des conservateurs de musée et des marchands d'art qui s'adressent eux au grand public ?

En 1998, constatant la faible connaissance de la Chine par le public, Jean-François Billeter appelait de ses vœux l'émergence de « sinologues qui aient pour vocation principale de s'adresser non pas aux sinologues, mais au public, et, pour commencer, au public étudiant des facultés de lettres et de sciences humaines [...] [qui] devraient avoir une formation très complète, comprenant la culture européenne autant que chinoise, ayant l'esprit d'invention autant que de synthèse »³. Cet appel a-t-il été entendu et est-il toujours d'actualité ? Toute médiation est un exercice à la fois difficile et indispensable ; elle produit des effets souvent médiocres eu égard au savoir et aux compétences mis en œuvre. Le problème dépasse largement les études chinoises ; d'autres spécialistes de champs du savoir différents se posent inévitablement les mêmes questions que nous ; ont-ils le sentiment de mieux réussir ? Ou se heurtent-ils à des obstacles comparables ?

Telles sont les réflexions à l'origine de notre volonté d'ouvrir le débat.

³ Jean François Billeter, *Mémoire sur les études chinoises à Genève et ailleurs*, Genève, 1998, p. 76.